



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



*Service de la Maintenance  
Industrielle Terrestre*

## **MARCHE DE L'ETAT**

passé en vertu des articles L2323-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique – version consolidée du 05 juillet 2019 et des articles R2323-1 du décret n° 2028-1075 DU 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

« défense ou de sécurité ».

**Cahier des clauses administratives particulières  
n° MLSNPX25001**

## SOMMAIRE

<b>Article 1.</b>	<b>Justification de la procédure et objet, validité et importance du marché...</b>	<b>4</b>
1.1.	Justification de la procédure et objet du marché .....	4
1.2.	Allotissement. ....	4
1.3.	Validité du marché. ....	5
<b>Article 2.</b>	<b>Documents contractuels. ....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3.</b>	<b>Modalités d'exécution. ....</b>	<b>5</b>
3.1.	Clauses techniques particulières.....	5
3.2.	Les bons de commande.....	5
3.2.1.	<i>Exécution.</i> .....	5
3.2.2.	<i>Habilitation.</i> .....	6
3.2.3.	<i>Identification du bon de commande.</i> .....	6
3.4.	Délai d'exécution.....	7
3.5.	Résiliation.....	7
3.7.	Litiges et contentieux.....	8
<b>Article 4.</b>	<b>Assurance qualité des fournitures.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 5.</b>	<b>Conditions de livraison. ....</b>	<b>8</b>
5.1.	Tolérance. ....	8
5.2.	Modalité de livraison.....	9
5.2.1.	<i>Contexte et lieux de livraison.</i> .....	9
5.2.2.	<i>Livraison et reprise des bouteilles de gaz.</i> .....	9
5.3.	Suivi d'exécution. ....	9
5.3.1.	<i>Vérifications quantitative et qualitative.</i> .....	9
5.3.2.	<i>Prise en charge.</i> .....	10
5.3.3.	<i>Suivi du flux des emballages par le titulaire du marché.</i> .....	10
5.4.	Emballage/Marquage. ....	11
5.4.1.	<i>Restitution des emballages en fin de marché.</i> .....	11
5.4.2.	<i>Prix de rachat de bouteilles en cas d'emballage manquant.</i> .....	11
<b>Article 6.</b>	<b>Garanties techniques. ....</b>	<b>11</b>
6.1.	Champ d'application.....	11
6.2.	Dépassement du délai de remplacement.....	12
<b>Article 7.</b>	<b>Environnement.....</b>	<b>12</b>
<b>Article 8.</b>	<b>Modalités de détermination des prix.....</b>	<b>12</b>
8.1.	Nature des prix. ....	12
8.2.	Unité monétaire.....	12
8.3.	Date d'établissement des prix.....	12
8.4.	Régime des prix. ....	12
<b>S = « Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques » identifiant internet INSEE général 001565183. 13</b>		
<b>Article 10.</b>	<b>Avances.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 11.</b>	<b>Acomptes. ....</b>	<b>14</b>

<b>Article 12.</b>	<b>Établissement et paiement de la facture.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 13.</b>	<b>Modalités de facturation.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 17.</b>	<b>Sous-traitance.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 18.</b>	<b>Conditions d'accès aux sites.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 19.</b>	<b>Changement affectant le titulaire. ....</b>	<b>16</b>
<b>Article 20.</b>	<b>Pénalités de retard.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 21.</b>	<b>Litiges et contentieux. ....</b>	<b>16</b>

## **Article 1. Justification de la procédure et objet, validité et importance du marché.**

### **1.1. Justification de la procédure et objet du marché**

Le présent marché est passé selon l'article R2323-1 du code de la commande publique.

Les gaz industriels objets du marché sont utilisés par les ateliers de la maintenance industrielle terrestre, les formations qu'ils soutiennent ainsi que les établissements militaires d'autres services ou armées.

Ces gaz sont employés majoritairement dans le cadre du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres et concourent au cycle de vie desdits matériels.

A titre d'exemple, les gaz conditionnés objets du marché concourent au cycle de vie des véhicules blindés (VAB, VBCI, Chars Leclerc...), véhicules poids lourds (GBC180, TRM10 000, TRM10 000CLD, TRM200, 700/100...), armes lourdes et légères (FAMAS, AUF1...), systèmes de transmission et communication, déminage ....

Le présent projet de marché porte sur la passation d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire sans minimum passé selon la procédure adaptée avec négociation et mise en concurrence. Son objet est la location de bouteilles de gaz et la fourniture de gaz industriels communs et conditionnés au profit des ateliers de la maintenance industrielle terrestre, des formations qu'ils soutiennent ainsi que d'établissements militaires d'autres services ou armées, suivant les désignations figurant aux annexes n° I et n° II de l'acte d'engagement.

### **1.2. Allotissement.**

Cette consultation porte sur deux lots attribués soit séparément, soit à un même titulaire et donne lieu à deux marchés distincts.

\* Lot n° I : location de bouteilles et fourniture de gaz industriels au profit des ateliers de la maintenance industrielle terrestre, des formations qu'ils soutiennent ainsi que des établissements militaires d'autres services ou armées rattachés à l'antenne SAR de MOULINS.

\* Lot n° II : location de bouteilles et fourniture de gaz industriels au profit des ateliers de la maintenance industrielle terrestre, des formations qu'ils soutiennent ainsi que des établissements militaires d'autres services ou armées rattachés à l'antenne SAR de NEUVY-PAILLOUX.

Le détail des établissements bénéficiaires pour chaque lot, les adresses des lieux de livraison ainsi que les coordonnées et courriels des interlocuteurs de chaque site bénéficiaire de livraison (e-mail) sont indiquées en annexe n° 3.

### **1.3. Validité du marché.**

La durée maximale du marché est de 2 ans à compter du lendemain de la date de sa notification. Il est prorogé annuellement par tacite reconduction.

En cas de décision de non reconduction, le titulaire est informé au minimum 2 mois avant la date anniversaire de notification par écrit signé de l'autorité signataire de marché.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la validité du marché.

## **Article 2. Documents contractuels.**

Le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (imprimé ATTRI 1) ;
- annexe 1 (table de prix : lot 1 Moulins) ;
- annexe 2 (table de prix : lot 2 Neuvy Pailloux) ;
- annexe 3 (liste des correspondants) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) N° SMITer-2025-GAZ-MLS-NPX du 16/01/2025 et ses trois annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

## **Article 3. Modalités d'exécution.**

### **3.1. Clauses techniques particulières.**

Les prestations doivent satisfaire aux exigences du cahier des clauses techniques particulières n° SMITer-2025-GAZ-MLS-NPX du 16/01/2025 et ses trois annexes ;

### **3.2. Les bons de commande.**

#### **3.2.1. Exécution.**

L'exécution du présent marché s'effectue par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins par les antennes SAR de Moulins et Neuvy-Pailloux jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les bons de commande sont communiqués par courriel ou contre remise au titulaire.

Lorsqu'il sera fait état au titulaire d'un besoin ne figurant pas aux annexes 1 et 2 « table de prix », le titulaire s'engage à transmettre aux demandeurs un devis détaillé faisant mention du prix unitaire de chaque fourniture.

Les prix ainsi déterminés pour chaque nouvelle référence, s'ils sont acceptés par le pouvoir adjudicateur, seront considérés comme initiaux définitifs et valables pour tous les bons de commande notifiés ultérieurement.

Les fournitures seront insérées à l'annexe 1 et à l'annexe 2 par ordre de service.

La date de réception du document par le titulaire est la date contractuelle de notification du bon de commande. Le délai de livraison court à compter de cette dernière date.

**Le titulaire a l'obligation d'accuser réception de toute commande qui lui est notifiée.**

Sur l'accusé de réception, doit figurer le numéro du bon de commande concerné ainsi que la date de réception dudit bon de commande.

**3.2.2. Habilitation.**

L'autorité signataire du marché désigne en qualité de représentant du pouvoir adjudicateur les personnels suivants :

- le chef du détachement de MOULINS de la 13<sup>e</sup> BSMAT;
- le commandant de la 12<sup>e</sup> BSMAT ou son représentant chef de l'antenne SAR de la 12<sup>e</sup> BSMAT.

La notification des engagements juridiques (bons de commande) au titulaire se fera par le Pouvoir Adjudicateur ou par le chef du pôle expertise approvisionnement (PEA) du service bénéficiaire.

La délégation est donnée aux représentants du pouvoir adjudicateur pour suivre l'exécution du marché, conformément aux dispositions mentionnées à l'article 3.3 du CCAG de référence.

La notification des bons de commande et la réception de la fourniture est déléguée par l'autorité signataire du marché aux ateliers de la maintenance industrielle terrestre, aux formations qu'ils soutiennent ainsi qu'aux établissements militaires d'autres services ou armées rattachés à chaque antenne.

L'autorité signataire du marché peut modifier, par ordre de service, la liste de ses représentants ainsi que celle des formations rattachées et habilitées à notifier les bons de commande.

**3.2.3. Identification du bon de commande.**

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité des bons de commande que les sites bénéficiaires lui notifient au fur et à mesure de leurs besoins.

Les bons de commande comprennent au minimum les informations suivantes :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- la référence du marché : numéro officiel du marché et le nom du titulaire ;
- l'identification précise de la fourniture demandée ;
- la quantité commandée ;
- le prix unitaire de chaque article et le décompte en valeur du bon de commande ;
- le délai de livraison ;
- le lieu de livraison.

Durant l'exécution du marché et sous couvert de l'autorité de l'état-major du SMITer, de nouveaux sites bénéficiaires peuvent être à tout moment admis à participer au marché, de même que certains d'entre eux ont la possibilité de se retirer, changer d'attribution et de dénomination.

Le titulaire sera avisé de ces modifications par ordre de service transmises par courriel avec accusé de réception qui lui sera adressé par chaque antenne SAR concernée.

Ces modifications prendront effet à compter de l'accusé réception du courriel.

Ils sont introduits dans la table de prix par ordre de service.

Si le nouveau besoin est commun aux deux lots attribués à un même titulaire, un seul ordre de service portant sur les deux lots est notifié au titulaire.

En cas d'incapacité du titulaire à satisfaire un besoin inconnu à la table de prix initiale, l'autorité signataire du marché (ou ses représentants) peut solliciter d'autres fournisseurs sans que le titulaire ne puisse faire valoir aucun recours.

### **3.4. Délai d'exécution.**

Les fournitures doivent être livrées dans les délais contractuels en respectant la totalité des quantités mentionnées sur les bons de commande sauf autorisation préalable de l'autorité signataire.

Sans cet accord, l'établissement destinataire peut refuser les livraisons partielles.

Ces délais sont exprimés en jours calendaires. En cas de retard et si le titulaire a des fournitures disponibles dans les délais contractuels, il doit demander l'autorisation de les livrer partiellement.

Les délais de livraison, précisés dans les annexes à l'acte d'engagement, ne peuvent pas dépasser :

- pour les commandes dites « **normales** » (au fur et à mesure des besoins) :  
10 jours ouvrés à compter du lendemain de la date de notification du bon de commande;
- pour les commandes dites « **urgentes** » (commandes imprévues urgentes) :  
De 2 jours à 3 jours ouvrés maximum à compter du lendemain de la date de notification du bon de commande. Dans ce cas, l'administration contacte le titulaire pour réduire son délai de livraison. Les commandes « urgentes » sont des commandes exceptionnelles.

En cas de retard qui échappe à sa responsabilité, dans le délai prescrit par l'article 13.3 du CCAG/FCS, le titulaire doit en signaler les causes à l'antenne SAR concernée.

Pour éviter une pénurie de gaz, cette demande doit être établie dès que les répercussions des causes du retard sur le délai d'exécution peuvent être déterminées, et en tout état de cause avant l'expiration du délai d'exécution.

La décision en matière de prolongation du délai d'exécution est prononcée par l'autorité signataire de marché (ou ses représentants).

### **3.5. Résiliation.**

L'acheteur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux Articles L2141-7 à 11 du code de la commande publique:

- les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession antérieur ou d'un marché public antérieur ;
- les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
- les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens ;
- les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ;
- les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

### **3.7. Litiges et contentieux**

Le présent marché est régi par le droit français.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut-être saisi selon les modalités fixées par l'article R2397-1 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends. Le comité compétent est situé à Lyon.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon 63000).

## **Article 4. Assurance qualité des fournitures.**

Voir l'article 4.1 et 4.2 du CCTP

## **Article 5. Conditions de livraison.**

### **5.1. Tolérance.**

Aucune tolérance n'est admise, excepté en cas de retard dûment justifié (cf. paragraphe 3.4.).



## **5.2. Modalité de livraison.**

### **5.2.1. Contexte et lieux de livraison.**

Les livraisons de bouteilles de gaz sont effectuées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande pour les besoins des ateliers de la maintenance industrielle terrestre et autres.

A chaque livraison, un bulletin de livraison, précisant la nature et le nombre d'emballages livrés et repris est remis au bénéficiaire.

Les coordonnées des responsables locaux y sont mentionnées en annexe 3 quand ces derniers sont connus.

### **5.2.2. Livraison et reprise des bouteilles de gaz.**

Les points de livraison et de restitution des bouteilles d'un site bénéficiaire sont identiques.

Les fournitures doivent être livrées par les soins et aux frais du titulaire à l'adresse du site bénéficiaire indiqué sur le bon de commande en France métropolitaine ou en Corse.

Les bouteilles de gaz sont livrées pleines et conditionnées par panier(s), par cadre(s) par bouteille ou tout autre contenant approprié.

La reprise des bouteilles vides se fait par panier, par cadre ou par bouteille.

Les fournitures livrées font l'objet d'une décision d'admission établie dans un délai maximum de deux jours ouvrés. Ce délai est nécessaire aux opérations de vérification tant quantitative que qualitative.

Durant le délai compris entre la date réelle de livraison et la date effective d'admission, l'administration assumera à l'égard des fournitures stockées la responsabilité du dépositaire.

## **5.3. Suivi d'exécution.**

### **5.3.1. Vérifications quantitative et qualitative.**

Les vérifications quantitative et qualitative des fournitures ont lieu après livraison dans la formation bénéficiaire, mentionnée sur le bon de commande par une personne habilitée.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler :

- la concordance entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de commande,
- la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché.

Conformément à l'article 3.4 du présent CCAP et en cas de livraison partielle non autorisée, l'établissement bénéficiaire refusera la livraison sans qu'aucun dédommagement ne soit possible pour le titulaire.

Le délai imparti au site bénéficiaire pour procéder à l'examen et, en cas d'admission à la prise en charge des fournitures, est fixé à deux (2) jours ouvrés à partir du lendemain de la date de livraison effective.

Si les fournitures ne sont pas conformes au bon de commande, elles peuvent être admises avec réfaction ou rejetées.

L'enlèvement, la représentation et/ou le remplacement des fournitures rejetées devront être effectués par les soins et aux frais du titulaire, dans un délai maximum de 48 heures.

### 5.3.2. Prise en charge.

#### \* Bulletin de livraison :

Les fournitures livrées par le titulaire seront accompagnées d'un bulletin de livraison.

Le bulletin de livraison attestera de la quantité et de la qualité des gaz (type de gaz, quantité, volume, nature) et des conditionnements livrés (type de bouteilles, paniers, cadres...).

Il comportera au minimum :

- l'identification de titulaire,
- la date d'expédition,
- la référence du marché,
- la référence du bon de commande émis par le bénéficiaire,
- l'identification de la fourniture livrée,
- la quantité livrée,
- le numéro d'identification pour le suivi de la commande sur le relevé semestriel.

#### \* Bulletin de récupération :

A chaque livraison, un bulletin de récupération sera également émis qui précisera la nature et le nombre d'emballages repris au client (Armée) par le titulaire.

#### \* Fiche de données de sécurité (FDS) :

Le titulaire devra remettre à chaque bénéficiaire les fiches de données de sécurité des gaz commandés au plus tard 7 jours ouvrés avant la première livraison.

Les sites bénéficiaires seront avertis de tout changement effectué sur une fiche de données de sécurité.

De nouvelles fiches devront être transmises parallèlement dans un délai de 5 jours ouvrés après modification.

### 5.3.3. Suivi du flux des emballages par le titulaire du marché.

Le titulaire proposera un service en temps réel de suivi des commandes, par type de gaz et contenant.

A défaut de pouvoir proposer un tel service, il enverra un bilan mensuel des flux (nature du gaz) et de la location des bouteilles de gaz (nombre d'emballages livrés et repris). Ce bilan devra être adressé par mail sous fichier Excel à chaque antenne SAR concernée.

A cet effet, le titulaire devra fournir le nom et les coordonnées d'un correspondant responsable de l'exécution et du suivi de chaque marché. Ce correspondant sera l'interlocuteur privilégié des deux antennes et des responsables gaz des ateliers et formations.

#### **5.4. Emballage/Marquage.**

Chaque produit doit être conditionné dans un emballage comportant un code barre permettant la traçabilité du produit ainsi que les mentions suivantes :

- sa référence ;
- sa désignation ;
- ses pictogrammes de sécurité ;
- son pictogramme de couleur code.

##### *5.4.1. Restitution des emballages en fin de marché.*

A la fin de la période de validité du marché, les formations disposeront d'un délai de trois mois pour restituer les conditionnements loués et consommer les gaz encore présents dans les bouteilles.

La restitution des bouteilles de gaz se fera par le biais du titulaire qui viendra récupérer ces dernières aux points de restitution dans les différentes formations.

##### *5.4.2. Prix de rachat de bouteilles en cas d'emballage manquant.*

En cas de perte ou de destruction accidentelle d'une bouteille de gaz, l'administration indemniserà le titulaire pour le préjudice occasionné.

A cet effet, un bon de commande faisant mention du nombre d'enveloppes ne pouvant être restituées ainsi que de la valeur de chacune lui sera notifié.

Le prix de référence de chaque enveloppe non restituée est celui fixé à la table de prix annexée à l'acte d'engagement.

La déclaration de perte ou de dégradation d'une ou plusieurs enveloppes ou contenants peut être faite et notifiée au titulaire à tout moment en cours d'exécution du marché (cf. CCTP 2.3.6).

### **Article 6. Garanties techniques.**

#### **6.1. Champ d'application.**

Outre la garantie légale des vices cachés, le titulaire garantit les fournitures livrées pour une durée de 12 mois à compter de la date de leur admission.

Le recours à la garantie ne saurait être invoqué en cas de non-respect des conditions d'utilisation des fournitures spécifiées par le titulaire, conformément aux fiches de données de sécurité.

Le titulaire s'engage à remplacer à ses frais la totalité des produits qui seraient reconnus défectueux dans un délai de 48 heures dès l'instant où l'administration lui notifie les anomalies constatées.

Le titulaire garantit que les bouteilles livrées ont bien été contrôlées avant le remplissage, (estampillage et dates d'épreuves figurant sur les bouteilles), et qu'elles sont remplies conformément à la législation en vigueur.

Toute défectuosité intervenant dans la limite du délai de garantie technique, fera l'objet d'un examen contradictoire entre le titulaire et l'administration. Dans le cas où cet examen ferait ressortir que la défectuosité est imputable au titulaire, ce dernier s'engage à appliquer la garantie selon les conditions ci-dessus.

## **6.2. Dépassement du délai de remplacement**

Tout dépassement du délai de remplacement après l'appel à la garantie aura pour effet :

- de déclencher l'application des pénalités prévues pour les retards de livraison à l'article 20 ci-après ;
- de prolonger la période couverte par la garantie d'une durée égale au temps d'indisponibilité des fournitures.

## **Article 7. Environnement.**

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables à la date de notification du marché.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens basés sur un système de management environnemental lui permettant de tenir compte des éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

## **Article 8. Modalités de détermination des prix.**

### **8.1. Nature des prix.**

Les prix sont unitaires et initiaux définitifs la première année d'exécution du marché. Ils seront révisés les années suivantes.

Ils s'entendent franco de port et d'emballage en France métropolitaine.

Pour la Corse, les candidats ont la possibilité de facturer un prix forfaitaire de transport par bouteille correspondant à la prestation de fret maritime.

### **8.2. Unité monétaire.**

Les prix sont établis en euros.

### **8.3. Date d'établissement des prix.**

La date d'établissement des prix est la date limite de réception des offres.

### **8.4. Régime des prix.**

Les prix sont révisibles selon les conditions énoncées ci-après.

Chaque année, dans un délai de 30 jours antérieurs à la date anniversaire de notification du marché le titulaire adresse à l'acheteur une table des prix révisés du marché.

Cette table est établie en tenant compte des derniers indices définitifs connus et mentionnés dans la formule de révision suivante :

$$P = Po( 0,30 + 0,09 \frac{\text{indice}}{\text{indice } o} + 0,23 ( 0,72 \frac{\text{MIGS}}{\text{MIGSo}} + 0,20 \frac{\text{TCH}}{\text{TCHo}} + 0,08 \frac{\text{ICC}}{\text{ICCo}} ) + 0,38 \frac{S}{So} )$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors taxes,

Po = prix initial hors taxes,

Indice = « Gaz industriels y compris acétylène »; identifiant internet INSEE général 010764138.

MIGS = « énergie, biens intermédiaires et biens d'investissement » ; identifiant internet INSEE général 010764358.

TCH = « services de transport, communications et hôtellerie, cafés et restauration » ; identifiant internet INSEE général 001763861.

ICC = « coût de la construction » ; identifiant internet INSEE général 000008630.

S = « Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques » identifiant internet INSEE général 001565183.

Les indices figurant aux dénominateurs représentent les valeurs initiales des derniers indices définitifs connus sur le site internet de l'INSEE du mois correspondant à la date d'établissement des prix.

Les indices figurant aux numérateurs représentent les valeurs finales des derniers indices définitifs connus sur le site internet de l'INSEE de février de chaque année.

Le coefficient ainsi obtenu ne comportera pas plus de QUATRE chiffres après la virgule. Les valeurs des indices sont à relever sur le site internet de l'INSEE.

Si l'indice qui est utilisé pour le marché n'a pas fait l'objet de publication au cours des six derniers mois, l'indice qui doit être pris en compte est le dernier publié par l'INSEE.

Les indices sont relevés sur le site de l'INSEE ([www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr)) afin de tenir compte des variations des conditions économiques.

La table des prix révisés par le titulaire sera transmise obligatoirement au format papier et électronique exploitable sous format EXCEL.

Le détail des calculs de révision de prix de chaque article devra obligatoirement être précisé au format électronique.

La table de prix ainsi révisée sera obligatoirement inscrite à l'ordre du jour et présentée par le titulaire aux représentants de l'administration lors de la réunion annuelle de suivi de marché prévue à la date anniversaire de notification du marché.

Dans un délai maximum de 30 jours suivant la réunion, l'autorité signataire de marché adressera une décision d'acceptation ou de refus des prix révisés par le titulaire.

En cas de refus ou de litige, l'administration communiquera au titulaire le motif du refus ou des réserves ainsi qu'une proposition de révision de prix argumentée.

Les prix révisés introduits au marché par ordre de service seront applicables et valables pour tout bon de commande adressé au titulaire dès lors que l'ordre de service lui aura été notifié.

## **Article 10. Avances.**

Il n'est pas prévu le versement d'avance compte tenu des courts délais de livraison.

## **Article 11. Acomptes.**

Il n'est pas prévu le versement d'acompte compte tenu des courts délais de livraison.

## **Article 12. Établissement et paiement de la facture.**

Le titulaire a l'obligation de fournir des factures distinctes et séparées selon les conditions suivantes :

- Les factures relatives à la fourniture de gaz devront être établies par bon de commande ;
- Les factures relatives à la location de bouteilles devront être établies mensuellement par lot détaillant le nombre d'enveloppes, le volume et type de gaz détenu par chaque site bénéficiaire.

Sur chaque facture, devront apparaître :

- la raison sociale ;
- la forme juridique ;
- le numéro d'identification de l'entreprise (SIRET ou INSEE et registre du commerce) ;
- l'identification précise de la fourniture demandée ;
- l'adresse du lieu de livraison ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du marché ;
- le compte bancaire ou postal, identique à celui du contrat.

## **Article 13. Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après réception de la fourniture par le service bénéficiaire.

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production des factures. Le temps mis par ce dernier pour les faire parvenir à l'administration ne pourra pas donner lieu au versement d'intérêts moratoires.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du service exécutant : D1816JM078 ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de l'engagement juridique (bon de commande).

Toutefois, la transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2011 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'Etat sous forme dématérialisée.

Le titulaire a deux possibilités en utilisant le portail Chorus pro accessible par internet à l'URL: <https://chorus-pro.gouv.fr>.

- en déposant ses factures (chorus pro en mode manuel),

- en saisissant en ligne ses factures (chorus pro automatique système EDI).

Conditions préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

**Nota :**

Pour déposer vos factures sur Chorus pro, vous devrez fournir toutes les mentions légales ainsi que les trois informations suivantes :

- Le SIRET générique de l'Etat : **110 002 011 00044** ;
- Le code du service exécutant (SE) de la structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (DCSIMMT) : **D1816JM078** ;
- Le numéro d'engagement juridique (**numéro du bon de commande**).

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des factures par le service en charge de son paiement.

**Délai de paiement :**

Le délai maximal ouvert à l'administration pour procéder au paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de prise en compte des fournitures ou de la date de dépôt de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la précédente.

Ce délai sera, le cas échéant, majoré d'un nombre de jours égal à celui apporté par le titulaire pour fournir les justificatifs complémentaires qui lui seraient demandées ou les factures en cas d'erreur ou d'omission. Les sommes payées après l'expiration de ce délai seront assorties d'intérêts moratoires.

Le défaut de versement des intérêts moratoires dans un délai de trente jours à compter du jour de la date de mise en paiement du principal entraîne le versement d'intérêts moratoires complémentaires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses principales opérations de refinancement au 1er janvier et au 1er juillet, majoré de huit points ;

Une indemnité forfaitaire de 40 euros en cas de dépassement du délai global de paiement, se rajoutant au montant des intérêts moratoires dus, quel que soit leur montant ;

Possibilités de versement, sur présentation de justificatifs, d'indemnités complémentaires lorsque les frais de recouvrement encourus du fait du retard de paiement du débiteur sont supérieurs à l'indemnité forfaitaire (article 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013).

Le taux applicable à ces intérêts moratoires complémentaires est le taux d'intérêts moratoires d'origine majoré de 2 points.

Ces intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

La période à laquelle ces intérêts moratoires complémentaires s'appliquent commence le jour suivant la date de paiement du principal et se termine à la date de paiement de l'ensemble des intérêts moratoires.

## **Article 17. Sous-traitance.**

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

## **Article 18. Conditions d'accès aux sites.**

Voir article 2.4.3. du CCTP.

## **Article 19. Changement affectant le titulaire.**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

## **Article 20. Pénalités de retard.**

Lorsque le délai contractuel défini dans le bon de commande est dépassé, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 1000$$

Dans laquelle :

- P = montant des pénalités,
- V = valeur (HT) des fournitures livrées en retard ou résiliées,
- R = nombre de jours de retard.

Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur lesdites pénalités doivent être adressées, sous pli recommandé, au chef de chaque Antenne SAPR.

Passé un délai de TRENTÉ jours à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le titulaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

Par délégation de l'autorité signataire du marché, le chef de chaque antenne est habilité :

- pour l'instruction des dossiers de pénalités,
- pour la notification des décisions relatives aux pénalités.

La décision en matière de pénalités sera prononcée par le pouvoir adjudicateur ou ses représentants.

## **Article 21. Litiges et contentieux.**

Le présent marché est régi par le droit français.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut-être saisi selon les modalités fixées par l'article R2397-1 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends. Le comité compétent est situé à Lyon.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon 63000).